

La liberté face à la servitude volontaire

NICOLAS JUTZET

L'infantilisation et la croyance en l'existence d'un État capable de nous protéger mettent en danger nos sociétés libérales.

Au début de la pandémie, nos démocraties furent frappées de sidération. Celle-ci s'explique notamment par le fait que le COVID nous a rappelé une réalité perdue de vue grâce aux progrès de la médecine et à l'augmentation du niveau de vie : la fragilité humaine et la mort. Alors qu'elle semblait être sur le point d'être renversée par la science, la mort fit son retour douloureux, dans notre vie quotidienne. Tétanisée par cette confrontation avec sa propre vulnérabilité, une part non négligeable de la population en appela à l'État, qu'elle crut seul capable de faire face, à sa place. Ce réflexe révèle deux choses. Premièrement, une lassitude de la liberté, qui engendre un désir d'abandonner ses responsabilités et deuxièmement la croyance en l'existence d'un État capable — en échange d'un peu de souveraineté personnelle — de protéger les citoyens.

Selon Jean-Claude Kaufmann ([«C'est fatigant, la liberté... : Une leçon de la crise»](#)), cet abandon volontaire de nos libertés est la suite d'une fatigue générale, due à l'hyper-démocratisation, soit la possibilité de faire énormément de choses à la fois en étant sans cesse confronté à une obligation de choisir parmi une multitude d'options. Cela mènerait à une saturation mentale qui expliquerait le besoin de se débarrasser de cette responsabilité et donc de renoncer à sa liberté. Pour Mathieu Laine ([«Infantilisation : Cet État-nounou qui vous veut du bien»](#)), cette volonté de fuir ses responsabilités s'accompagne du fait que depuis des décennies, l'infantilisation des citoyens est générale et qu'elle inspire une majorité des politiques publiques, imprimant en trame de fond l'idée que l'individu libre est davantage un problème qu'une solution. Cette double pression sur la liberté — résultat d'une part de la fatigue des individus, de l'autre de l'immixtion croissante de l'État — nous a, au fil du temps, désappris à exercer et aimer la liberté. Peu étonnant dès lors qu'une crise comme le COVID renverse sur son passage ce qu'il en reste, parfois sur la demande des citoyens.

Cet abandon s'accompagne logiquement d'une croyance que la collectivité est capable de régler les problèmes à notre place. Face à la restriction de nos libertés, nous sommes des victimes consentantes. Le désir de se sentir en sécurité écrase le reste. Pourtant, cette association entre infantilisation et suppression des libertés, qui a débouché sur des pouvoirs accrus donnés aux États, a montré ses limites. La gestion erratique des masques dans un premier temps, la difficulté à fournir des chiffres comparables en raison de procédures archaïques ou encore la lenteur de la mise en place de la campagne de vaccination sont des exemples marquants. Toutefois, loin d'être une surprise, ces difficultés sont logiques. Reprocher à l'État sa mauvaise gestion de la crise, c'est lui accorder trop de crédit. Car malgré son omniprésence, il n'est pas omniscient. Au lieu de s'en indigner, il faut reconnaître qu'une approche centralisée est vouée à l'échec. L'État est dans l'impossibilité de prendre en compte la diversité des situations locales et des préférences individuelles, ce qui entraîne un calibrage contestable, car inadapté aux différentes réalités. En raison de la réactivité et des réajustements permanents qu'entraînent la complexité et le dynamisme de nos sociétés, ce type de planification est voué à échouer. Non par mauvaise volonté ou par incompetence, mais simplement du fait que pour réussir, les «planificateurs» auraient besoin de plus d'informations qu'ils ne peuvent en obtenir. Au lieu d'admettre cette inaptitude et de s'adapter en conséquence, en responsabilisant les individus, les foules dénoncent les «responsables» en place, incapables d'exaucer leurs irréalistes vœux. Au final, comme le démontre Pierre Bentata dans [«De l'esprit de servitude au XXI^e siècle»](#), le doigt accusateur que tant de citoyens pointent vers l'État, est en réalité dirigé contre eux-mêmes, révélant leurs attentes immatures envers un pouvoir par nature inapte à répondre à leurs exigences.

L'infantilisation et la croyance en l'existence d'un État capable de nous protéger se complètent dans une dynamique qui met en danger le socle commun de nos sociétés libérales : le primat des libertés individuelles et du respect de la singularité des destins. Au sortir de la crise il faudra déconfiner l'esprit de servitude qui s'est emparé de nous en renvoyant l'État à ses prérogatives «essentielles». En espérant que cette crise nous immunise contre nos attentes irréalistes envers l'État.

Cet article a été publié dans le journal Le Temps le 1 décembre 2021.

Nicolas Jutzet est responsable de projet à l'Institut Libéral.

Décembre 2021

